19 janvier 2024

AUDIENCE SOLENNELLE DE RENTREE DE LA COUR D'APPEL D'AGEN

**Discours de Monsieur Stéphane BROSSARD, premier président de la cour
d'appel d'Agen**

Monsieur le préfet

Monsieur le député

Monsieur le maire d'Agen

Mesdames et messieurs les présidents et procureurs des tribunaux judiciaires
d'Agen, Cahors et Auch

Madame la conseillère représentant madame la présidente du conseil
départemental du Lot et Garonne

Monsieur le sous-préfet de Marmande

Madame la directrice de cabinet

Général représentant le commandant de la région de gendarmerie d'Occitanie

Colonel représentant le commandant de la région de gendarmerie de Nouvelle
Aquitaine

Madame et messieurs les directeurs interdépartementaux de la police nationale

Monsieur le délégué interrégional sud du secrétariat général

Messieurs les colonels commandants de groupement des départements du Lot et
Garonne, Lot et Gers

Mesdames et messieurs les directeurs et chefs des services régionaux et
départementaux des différentes administrations

Messieurs les présidents des tribunaux de commerce d'Agen et de Cahors

Mesdames et messieurs les présidents des conseils de prud'homme d'Agen,
Marmande, Auch et Cahors

Monsieur le directeur de l'Ecole nationale pénitentiaire

Mesdames et Messieurs les officiers

Madame et messieurs les bâtonniers

Mesdames et messieurs les présidents des ordres professionnels

Mesdames et messieurs les représentants des autorités administratives,
militaires, associatives et religieuses

Mesdames et messieurs

Chers collègues

Votre présence à cette audience de rentrée solennelle de la cour d'appel d'Agen, témoigne de l'intérêt que vous portez à notre juridiction, soyez- en remerciés.

La cour d'appel d'Agen est heureuse de vous accueillir, et vous présente, à toutes et à tous, ses meilleurs vœux pour la nouvelle année, je souhaite à chacun une pleine réussite dans la réalisation de ses projets personnels ou professionnels.

Avant de donner la parole à Monsieur le procureur général, je vais vous présenter Monsieur Edward Bagniet mon nouveau secrétaire général et Monsieur Yann Paris mon nouveau chef de cabinet.

Monsieur Edward Bagniet est actuellement en formation, avocat et juriste en droit des affaires et des sociétés et des protections des données au Luxembourg et en Suisse avant d'intégrer la magistrature en 2016, son parcours international lui apporte un regard riche et comparé sur le fonctionnement de nos institutions. Il a démarré sa carrière dans la magistrature en qualité de juge d'instance à Sarreguemines, il a été nommé juge d'instruction à Mamoudzou en 2018 avant d'être nommé juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire d'Agen en 2020 puis conseiller en charge du secrétariat général de la première présidence depuis cette année, je ne doute pas qu'avec ses qualités humaines et professionnelles il réussira dans ses nouvelles fonctions.

Je remercie Monsieur François Fournier secrétaire général du parquet général, pour avoir, durant la période d'intérim du poste de secrétaire général de la première présidence, traité avec une grande efficacité les notes et circulaires relevant des actions communes du siège et du parquet.

Monsieur Yann Paris exerçait les fonctions de secrétaire du premier président de la cour d'appel de Nîmes, il a lui aussi un parcours riche et varié, de la police nationale au conseil supérieur de la magistrature, il a été nommé attaché d'administration de l'Etat et est devenu mon chef de cabinet le 1^{er} décembre dernier. Il a pour mission de m'assister dans le développement de la communication électronique et la dématérialisation des procédures tant en matière civile que pénale, d'apporter son concours à l'équipement, à la formation, nommé conseiller de prévention il a également la tâche de coordonner l'action des assistants de prévention et de m'assister au sein du comité social d'administration.

Nous avons jusqu'alors avec M. le procureur général un chef de cabinet commun M. Philippe Riviere qui est devenu chef de cabinet du procureur général. Je salue le travail de M. Riviere, ce dernier est un chef de cabinet de grande valeur, par sa loyauté, sa réactivité, son sens des responsabilités, il a su établir avec tous des relations de confiance, faisant l'unanimité, qu'il en soit remercié.

Fort de cette équipe de direction renforcée, la cour d'appel d'Agen commence l'année 2024 avec un enthousiasme non dissimulé.

Monsieur le procureur général vous avez la parole.

Conformément aux dispositions de l'article R 111-2 du code de l'organisation judiciaire, nous allons dresser le bilan de l'activité de la cour d'appel d'Agen pour l'année 2023.

Vous pourrez prendre connaissance des données statistiques de l'activité de la juridiction sur la plaquette qui est à votre disposition, je me contenterai d'apporter quelques commentaires sur ces données.

L'activité civile

Depuis cinq ans la cour d'appel d'Agen a entrepris un important travail de diminution des stocks visant à diminuer les délais de traitement, toutes chambres civiles confondues nous avons diminué les stocks par deux, de 1828 dossiers au 1^{er} janvier 2019 le stock est descendu à 929 dossiers civils, de 1016 dossiers à la chambre civile et commerciale le stock est descendu à 376 dossiers, de 335 dossiers à la chambre sociale le stock est descendu à 311 dossiers, de 351 dossiers à la chambre de la famille le stock est descendu à 153 dossiers avec un âge moyen global du stock qui était de 19 mois et qui est descendu à 7,8 mois.

La cour d'appel d'Agen a par conséquent devancé l'objectif fixé par notre ministère de diminuer les délais de traitement des affaires par deux à l'horizon 2027. Si on constate une baisse du nombre des appels à la chambre civile et commerciale et à la chambre de la famille, il n'en va pas de même à la chambre sociale, cette dernière a en effet connu une hausse de son activité par plusieurs dossiers sériels nous obligeant à renforcer ses moyens.

Le plan d'action pour une justice plus rapide et plus efficace présentée par le garde des Sceaux le 5 janvier 2023, dans le prolongement des États généraux de la justice, prévoit notamment en matière civile le lancement d'une véritable politique de l'amiable, au soutien d'une justice mieux adaptée à la diversité des litiges et des situations.

La justice a pour mission première d'apaiser les relations sociales, la conciliation et la médiation sont de nature à y contribuer. Il nous appartient de proposer plus régulièrement des mesures de médiation au cours de la mise en état ou en référé lorsque les dossiers nous paraissent adaptés à ces mesures.

Nous disposons désormais en première instance de nouveaux outils, l'audience de règlement amiable, la césure du procès, ces nouveaux modes de procédure sont complémentaires des différents modes alternatifs de règlement des contentieux déjà existants, ils nécessitent évidemment de revoir les méthodes de travail.

La conciliation fonctionne très bien sur le ressort de la cour d'appel d'Agen grâce au dynamisme et à l'engagement de nos conciliateurs qui je le rappelle sont bénévoles, ces derniers doivent être accompagnés, et reconnus dans leur démarche, ils peuvent compter sur mon soutien, c'est le sens de ma politique depuis mon arrivée en 2019 à la tête de cette cour d'appel. La médiation judiciaire civile mise en place au tribunal judiciaire d'Agen fonctionne aussi très bien, je souhaite que cette médiation se développe sur l'ensemble du ressort et à la cour d'appel d'Agen, alors que les parties ont déjà obtenu un jugement en première instance, les premières mesures de médiation proposées par la chambre civile de la cour d'appel ont été acceptées, je félicite par conséquent les collègues qui œuvrent au développement de cette politique de l'amiable.

L'activité pénale

Ce travail de diminution des stocks a également été entrepris à la chambre des appels correctionnels, il était de 320 dossiers au 31 décembre 2023, contre 521 au 31 décembre 2020. La durée d'écoulement du stock qui était de 15,6 mois en 2020 est descendu à 8 mois en 2023.

La chambre de l'application des peines connaît un surcroît d'activité avec un nombre d'appels en forte hausse, 301 nouveaux dossiers en 2023 contre 203 en

2022 soit une augmentation de 50 % et un nombre trop important d'infirmation des décisions rendues en première instance.

La chambre de l'instruction a maintenu son activité soutenue en rendant 161 décisions en 2023 contre 157 en 2022 avec un délai moyen de traitement de 43 jours par dossier.

Globalement les cours d'assises du ressort ont vu leur activité progresser, répondant ainsi au bon fonctionnement du pôle criminel d'Agen, elles ont rendu 33 affaires terminées en 2023, contre 25 affaires terminées en 2022, et 16 en 2020.

Le nombre de jours de sessions a singulièrement augmenté de 16 jours en 2020 à 94 jours en 2023, nécessitant des moyens toujours plus importants, nous poursuivrons cet effort en 2024 afin de juger les affaires criminelles dans un délai raisonnable.

Nous avons mis en place en 2023, les premières sessions des cours criminelles départementales, ces juridictions, composées exclusivement de professionnels et renforcées par les magistrats et les avocats honoraires, donnent toute satisfaction. Elles ont vocation à monter en puissance, de deux affaires jugées en 2023 pour les cours criminelles du Gers et du Lot et Garonne elles passeront en 2024 à 13 affaires pour les cours criminelles des trois départements. Nous avons recruté quatre avocats honoraires, je regrette que cette expérimentation ne concerne que la cour criminelle du Lot et Garonne, les cours criminelles des deux autres départements doivent être composées de cinq magistrats et les tribunaux judiciaires de Cahors et d'Auch ne peuvent au regard de leurs faibles effectifs fournir quatre magistrats du siège pour les sessions, j'ai bon espoir que deux magistrats honoraires supplémentaires seront prochainement recrutés, ces recrutements permettront de renforcer nos cours criminelles départementales qui ont vocation à monter en puissance au cours des prochaines années.

Nous avons, à l'instar de toutes les juridictions de France, mis en place le pôle des violences intra-familiales, ce pôle composé de magistrats du siège et du parquet de directeur de greffe et de greffier, n'a aucune prérogative juridictionnelle mais un rôle d'information entre les différents services, de suivi des dispositifs, de propositions de circuits de traitement.

Les violences intrafamiliales constituent un contentieux de masse, elles représentent une difficulté pour notre système dès lors qu'elles font intervenir une multitude de personnes, les juges aux affaires familiales, les juges correctionnels, les juges des enfants, les juges de l'application des peines, les juges des libertés et de la détention, l'enjeu est de partager l'information entre les magistrats.

La mise en place des comités de pilotage réunissant les magistrats du siège et du parquet, les directeurs de greffe, les greffiers au sein de chaque juridiction, tribunaux judiciaires, cour d'appel pour la bonne coordination du ressort, sera de nature à mieux coordonner les actions, améliorera la lutte contre les violences intrafamiliales et répondra à cet enjeu social majeur.

La cour d'appel d'Agen organisera vers la mi-octobre 2024 les XV^e journées de la Bidassoa réunissant les chefs de cour et les magistrats des cours d'appel de Bordeaux, Toulouse, Agen et Pau et nos homologues espagnols d'Aragon, de la Rioja, de Navarre et du pays basque.

Nos collègues espagnols sont à la pointe en matière de traitement des violences intrafamiliales et de dématérialisation des procédures, ces rencontres seront l'occasion de comparer nos procédures et d'enrichir nos réflexions.

Ce bilan positif d'activité qu'il soit quantitatif ou qualitatif, on le doit d'abord et avant tout au travail des magistrats et fonctionnaires. Je remercie très sincèrement les magistrats du siège et du parquet, les directeurs de greffe, nos chefs de cabinet, les secrétaires généraux, les greffiers et fonctionnaires de la cour d'appel, notre service administratif régional, pour les efforts qu'ils accomplissent année après année, leur sens des responsabilités, leur engagement et leur dévouement au service public nous ont permis de maintenir un niveau élevé d'activité, et d'avancer dans la réalisation de nos projets.

J'ai une pensée pour madame Marie-Annick Dupré directrice des services du greffe en charge des marchés publics et de la gestion immobilière au service régional administratif de la cour d'appel qui est arrêtée durablement pour des raisons de santé, tous mes vœux l'accompagnent dans son long parcours de rééducation.

Permettez-moi de dire ma satisfaction de présider cette cour par la qualité des magistrats et fonctionnaires et par celle de l'ensemble de la compagnie judiciaire.

J'en profite pour saluer les relations de travail constructives que nous avons eu avec les trois bâtonniers de notre ressort, maître Mme Sonia Hadot-Maison pour le barreau du Lot, maître Thizy pour le barreau du Lot et Garonne et maître Maurant pour le barreau du Gers, ces derniers sont pour moi des interlocuteurs de confiance.

Je félicite Maître Bernabeu pour sa nomination en qualité de bâtonnier de l'ordre des avocats du Lot, je lui souhaite une pleine réussite tout au long de son mandat.

Le 21 mars 2024 la cour d'appel d'Agen organisera une rencontre entre magistrats et avocats du ressort dans le cadre de la journée nationale d'échanges et de rencontre entre les magistrats et les avocats, cette journée doit être l'occasion de comprendre les contraintes des uns et des autres, d'exposer les éventuels dysfonctionnements, et d'améliorer la qualité de nos relations et le fonctionnement de nos services même si cela fonctionne plutôt bien, il ne faut jamais se résoudre à l'existant.

Je salue également l'engagement des juges non professionnels, juges consulaires, et conseillers prud'hommes, qui participent quotidiennement à l'œuvre de justice, la cour d'appel doit veiller à développer ses relations avec les juridictions commerciales et prud'hommales, c'est le sens des journées organisées par les présidents de chambre permettant d'échanger sur les pratiques et la jurisprudence de la cour.

Nous avons développé la justice de proximité en créant ces dernières années des audiences foraines pour les affaires familiales et correctionnelles auprès des tribunaux de proximité de Figeac, Marmande et Villeneuve sur lot.

Cet effort a été malheureusement suspendu en 2023 auprès du tribunal de proximité de Figeac, le tribunal judiciaire de Cahors souffre en effet depuis un an d'un poste de magistrat vacant au tribunal de proximité de Figeac, sans parler des sous-effectifs de greffe qui sont récurrents. J'espère que les effectifs du tribunal judiciaire de Cahors seront enfin au complet en 2024 afin de reprendre le développement de la justice de proximité et répondre aux attentes des justiciables.

Le tribunal judiciaire d’Agen a également été obligé de supprimer quelques audiences, la juridiction souffre encore de trois postes vacants, malgré l’arrivée de madame Lechtman nommée vice-présidente à la chambre détachée de Marmande.

Le poste de Madame Sainsily Pineau vice-présidente chargé du contentieux de la protection nommée à Bordeaux et de M Bagniet juge chargé du contentieux n’ont pas été remplacés, le poste de vice-président en charge de l’instruction est toujours vacant, par ailleurs une collègue juge chargé du contentieux de la protection est en congé maternité de sorte que le service du contentieux de la protection d’Agen est assuré par des magistrats non spécialisés.

Je ne dispose malheureusement que de trois postes de magistrats placés pour combler cinq postes. La présidence du tribunal judiciaire d’Agen connaîtra sans doute une courte période d’intérim avec le départ du président Bramat qui présidera en février le tribunal judiciaire d’Amiens, je sais que cette juridiction qui m’est très chère, sera entre de bonnes mains. M. Bramat est un excellent chef de juridiction, il a su gérer avec efficacité le tribunal judiciaire d’Agen dont il a eu la charge, de mener à bien les réformes et les projets de la juridiction nonobstant les difficultés qu’il a pu rencontrer à son arrivée en pleine crise sanitaire et en dépit des difficultés d’effectif qui sont malheureusement toujours d’actualité.

Les contractuels recrutés et qui sont venus en renfort des juridictions ont permis d’élargir des actions de partenariat, de soutenir certaines activités mais n’ont pas vocation à se substituer aux juges qui prennent les décisions ni aux greffiers qui authentifient ces décisions et qui seuls peuvent tenir des audiences.

Les renforts annoncés au plan national avec la création de 1500 postes de magistrats supplémentaires et autant de greffiers à l’horizon de 2027 ne produiront leurs premiers effets qu’en 2025 après les formations obligatoires des magistrats et greffiers qui seront recrutés, il va falloir par conséquent s’armer encore d’un peu de patience, néanmoins l’annonce de ces nouveaux effectifs et l’effort budgétaire historique dont bénéficie notre ministère, sont de nature à nous redonner espoir.

Pour les magistrats du siège du ressort de la cour d’appel d’Agen, cela devrait se traduire par la création de huit postes, en premier lieu un poste de président de chambre au bénéfice de la chambre sociale de la cour d’appel d’Agen.

Pour le tribunal judiciaire d'Agen il s'agit de la création de trois postes, un poste de 1^{er} vice-président pour coordonner le service civil et deux postes de Vice-présidents.

Pour le tribunal judiciaire d'Auch il s'agit de la création de deux postes de Vice-président, l'un pour le service des affaires familiales, et l'autre pour le service correctionnel qui connaît un développement régulier.

Pour le tribunal judiciaire de Cahors il s'agit de la création de deux postes, un poste de juge des enfants et un poste de vice-président.

A cela s'ajoute la demande de création de dix postes de greffiers, pour accompagner la création des postes de magistrats et de 8 postes d'attaché de justice, ex juriste assistant, un pour le siège de la cour d'appel, trois pour le siège du tribunal judiciaire d'Agen, deux pour le siège du tribunal judiciaire d'Auch et deux pour le siège du tribunal judiciaire de Cahors.

Ces renforts amélioreront le bon fonctionnement de nos juridictions et apporteront un meilleur service aux justiciables de notre ressort, en attendant il est absolument nécessaire que les quatre postes de magistrat du siège vacants en première instance, soient comblés au cours de l'année 2024, sans compter les postes de greffier.

Je vais maintenant évoquer les projets immobiliers du palais de justice d'Agen, ce palais construit en 1862 fait l'objet d'un programme ambitieux de restauration qui a démarré il y a deux ans. Les huisseries ont d'abord été restaurées, afin d'améliorer les économies d'énergie, le toit a fait l'objet d'importants travaux d'étanchéité propres à affronter le climat orageux du sud-ouest, en 2025 ce sont les décors peints de la salle des assises, de la première chambre, de la salle des pas perdus et de mon bureau qui seront restaurés. Les façades, les sculptures, la ferronnerie, les murs de clôture feront également l'objet d'importants travaux de restauration et de nettoyage, les imposantes verrières de la salle des pas perdus seront remplacées.

En juillet 2023 nous avons fait inscrire dans sa totalité le palais de justice d'Agen au titre des monuments historiques, cette inscription rend sans doute les différents travaux plus contraignants mais garantit une restauration de grande qualité.

Je me félicite du projet de réaménagement de la place Armand Fallières entrepris par la municipalité d'Agen, et je remercie M. le Maire d'Agen d'être venu nous le présenter, ce projet de création d'un nouveau parc urbain sur le modèle du jardin Jayan, apportera un éclat supplémentaire à cet ensemble urbanistique qui est assez remarquable, de l'hôtel Lapeyroue du XVIIIe au nord en passant par la préfecture ancien palais épiscopal du XVIIIe au sud et notre palais de justice dont l'architecte Just Lisch fut grand prix de Rome.

La conservation de notre palais de justice doit être à la hauteur de l'institution judiciaire qu'il accueille. Si la justice est incontestablement un service public, elle remplit également un rôle de référence juridique, en rationalisant la production du droit, et de contre-pouvoir. La justice est aussi le lieu qui, dans chaque société démocratique, est chargée de mettre en scène les valeurs fondatrices du pacte social.

J'éprouve par conséquent un sentiment d'incompréhension lorsque certains manifestants déversent en toute impunité leurs immondices autour de notre palais, bloquant la libre circulation et le bon fonctionnement de notre juridiction.

L'importance de notre mission nous élève et nous oblige et exige qu'on se montre digne d'elle.

J'émets par conséquent des vœux pour que certains prennent conscience de la portée de leurs agissements.

Descartes disait que l'irrésolution est le plus grand des maux.

Nous poursuivons inlassablement avec le procureur général et de façon constante un seul objectif, le bon fonctionnement de notre ressort et parallèlement le développement de projets innovants pour sa modernisation.

Cet objectif commun nous a permis d'avancer avec confiance et sérénité, dans le déploiement de la procédure pénale numérique, le déploiement du service informatique de l'aide juridictionnelle, l'open data, demain je l'espère le projet Portalis qui dématérialisera la justice civile.

L'enjeu essentiel des prochaines années n'est pas le bouleversement de l'institution judiciaire mais la modernisation de son fonctionnement tout en rendant un service de qualité au plus près des attentes de nos justiciables. Pour réussir cette conduite au changement ayant un impact important sur nos

méthodes de travail il nous faut être constamment vigilant face aux difficultés techniques récurrentes rencontrées par les agents.

Toutes les politiques de justice postulent que les citoyens aspirent à une justice « plus rapide et moins chère » mais la réalité est plus complexe. Non que ces demandes ne soient pas réelles mais la question est aussi de savoir ce qui est attendu de la rencontre avec l'institution au-delà de sa prestation.

C'est une écoute, un respect, une attention, la reconnaissance de ses droits.

Si certaines catégories de la population en appellent à la justice, d'autres catégories n'expriment aucune demande, ce qui est encore plus inquiétant, par ailleurs un mouvement de défiance à l'égard de notre institution se répand.

L'opinion publique partage l'idée selon laquelle les juges seraient trop laxistes ou trop politisés, or cette opinion ne correspond pas à la réalité, il n'y a qu'à suivre l'évolution des peines fermes prononcées.

Nous avons sans doute notre part de responsabilité dans ce mouvement de défiance à l'égard de l'Etat de droit. Il nous appartient de mieux communiquer et développer des pratiques propres à susciter la confiance dans l'action des juges. Plus que des objectifs quantitatifs précis, la prise en compte des attentes des justiciables requiert un nouvel état d'esprit. Il nous appartient de faire de tout contact avec la justice l'occasion d'une authentique expérience citoyenne.

Je vous remercie de votre attention, monsieur le procureur général avez-vous d'autres réquisitions ?

Je constate qu'il a été satisfait aux prescriptions de l'article R 111-2 du code de l'organisation judiciaire, l'audience solennelle est levée, je vous invite à nous rejoindre dans la salle de la cour d'assises où une collation vous sera servie.

Stéphane BROSSARD

Premier président de la cour d'appel d'Agen